

# Pas question de continuer à payer leur crise !

La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) et le collectif genevois anti-crise appellent les travailleuses et travailleurs à se mobiliser massivement le samedi 19 septembre contre cette politique inique de « gestion » de la crise et pour exiger un véritable changement de cap.

A Genève, une large coalition de syndicats, mouvements sociaux et partis politiques appellent également à manifester pour exiger :

## La création et la garantie des emplois pour répondre aux besoins des plus démunis

- Non aux licenciements, notamment dans les entreprises qui continuent à faire des bénéfices ou qui bénéficient d'aide étatique, de rabais fiscaux ou du chômage partiel ;
- Pour la réduction générale du temps de travail sans réduction de salaire ;
- Pour le maintien du pouvoir d'achat par une hausse des salaires et l'instauration d'un salaire minimum légal ainsi que le refus de toute forme de précarité et de sous-enchère salariale ;
- Pour une politique volontariste en matière de création d'emplois : à travers le développement des services publics (crèches, assistance aux personnes âgées, soutien scolaire, etc.), la construction de logements et la rénovation écologique des bâtiments existants ;
- Pour le renforcement des droits syndicaux sur les lieux de travail (protection contre les licenciements des représentants des salariés).

## Un véritable plan de sauvegarde des travailleurs-euses en lieu et place des cadeaux aux spéculateurs

- Pour l'augmentation des prestations de chômage et de leur durée à 540 jours et l'abolition des délais d'attente ;
- Pour le maintien de prestations sociales qui permettent un niveau de vie digne et l'augmentation de l'aide sociale ;
- Pour le renforcement des formations professionnelles de base et continue ainsi que des vrais programmes de retour à l'emploi liés à des formations ;
- Pour le maintien des rentes (LPP et AVS), et de mesures d'assainissement à la charge des employeurs ;
- Pour l'augmentation des allocations familiales, pour des primes des caisses maladie en fonction des revenus ;
- Pour la baisse immédiate des loyers et la gratuité des services élémentaires (transports, etc.).

# Pas question de continuer à payer leur crise !

Le système capitaliste est frappé par une crise sans précédent dont l'aspect le plus brutal est l'augmentation massive du chômage partout dans le monde. En Suisse, le premier semestre de l'année a vu le nombre de chômeur-euses croître de 40% ; les prévisions officielles nous annoncent plus de 200'000 demandeurs d'emploi d'ici la fin de l'année. Le chômage technique a littéralement explosé : 50'000 personnes sont aujourd'hui touchées, contre 760 l'année passée. Il va sans dire que cette situation pèse lourd sur les conditions de travail de ceux qui en ont encore : **le patronat annone que le maintien de postes de travail se monnaiera au prix d'une baisse des salaires réels.**

Face aux conséquences néfastes de cette crise sur les conditions de vie des travailleuses-euses, que font les autorités politiques ? Le gouvernement suisse a lancé une série de modestes « programmes conjoncturels » dont les montants et la portée (ca. 2 milliards de francs) relèvent de l'indécence face au plan de sauvetage débloqué pour l'UBS : plus de 68 milliards d'argent public, alors que la grande banque licencie des centaines de travailleur-euses. C'est inacceptable !

Pire encore, le gouvernement suisse semble vouloir utiliser cette crise pour renforcer la politique néolibérale des dernières décennies : au nom du renforcement de la place financière suisse, **une série de réformes fiscales en faveur des nantis et du capital sont actuellement en préparation.** Cela ne fera que creuser le déficit public, prévu pour les années qui suivent à plusieurs milliards de francs, qui sera reporté sur le dos des travailleur-euses à travers des plans de démantèlement massif des services publics et l'accélération de la politique de privatisation, notamment à la Poste.

# manifestation syndicale du 19 septembre 2009

lieu de rassemblement Place du Molard à 8h30  
puis déplacement en cortège jusqu'à la gare  
**avec le train spécial pour Berne**

Mais le Conseil Fédéral et la majorité de droite aux Chambres fédérales ont pris aussi les droits sociaux des salariés en ligne de mire : après la décision de baisser de 10% des rentes LPP pour épargner les pertes des spéculateurs, **ce sont toutes les assurances sociales qui sont désormais attaquées** : Al, AVS, assurance chômage, sans parler des hausses scandaleuses de l'assurance maladie !

A Genève, le Conseil d'Etat en collaboration avec les partis bourgeois proposent d'exonérer les grandes fortunes et les grandes entreprises. Résultat prévu : une réduction de plus de 400 millions par an des revenus de l'Etat. Qui va en bénéficier ? Certainement pas les jeunes en recherche d'emploi, les chômeur-euses, les travailleur-euses précaires, les retraités, etc. C'est pourquoi **il faudra voter NON le 27 septembre** !

# 19 septembre manifestation à BERNE

**Une large mobilisation des salariés est aujourd'hui une nécessité ! Nous invitons tous les travailleurs à une première action d'envergure...  
tous à la manifestation nationale à Berne**

## train spécial de Genève-Cornavin à 10h51

Premiers signataires : Communauté genevoise d'action syndicale CGAS avec notamment AFG, Comedia, Communication, SJT, SSPNPOD, Syna, Unia puis solidarités, Parti socialiste genevois PSG, Parti du Travail PdT, Attac, Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné, Gauche anticapitaliste, IGIF (Fédération des travailleurs immigrés kurdes de Suisse), Les Communistes, Association « 25 de Abril » de Genève, Jeunesse socialistes, United Black Sheep, Maison du Peuple de Genève, Comité du FSJ, Mouvement pour le socialisme MPS, Comité interdiction des Licenciements